

PORTRAIT GLOBAL DES SECTEURS AGRICOLE ET FORESTIER QUÉBÉCOIS



Le modèle agricole québécois est unique en Amérique du Nord. Il a traversé de nombreuses crises et s'est adapté au fil du temps; il se compare aujourd'hui avantageusement à ce qui se fait à l'échelle canadienne.

Le Québec peut compter sur une multitude de fermes familiales bénéficiant de réseaux bien établis (syndicats agricoles, services-conseils, clubs agroenvironnementaux, Agri-Traçabilité Québec, organismes de gestion par bassin versant, répondants en formation agricole, groupements agrotouristiques, etc.), d'un secteur de la transformation présent en région et d'une relative abondance des ressources (sol et eau).

À l'échelle canadienne, le secteur agricole québécois se distingue par un meilleur taux de relève¹, des agriculteurs plus jeunes, des revenus nets plus élevés qu'ailleurs au Canada (où ils sont souvent négatifs sur la ferme)² et d'une plus forte proportion des revenus familiaux provenant de l'agriculture.³

Ce modèle agricole demeure toutefois fragile en raison de plusieurs facteurs, soit :

- son faible poids dans l'ensemble de la production agricole nord-américaine;
- sa nordicité (qui limite les types de culture et d'élevage);
- la très faible proportion du territoire disponible à l'activité agricole (2 % du Québec, comparativement à 58 % en France et 45 % aux États-Unis).

Aujourd'hui, l'agriculture au Québec, c'est :

- 43 920 producteurs et productrices agricoles⁴
- 29 437 exploitations agricoles majoritairement familiales⁵
- 57 000 emplois directs⁶
- 677 millions de dollars d'investissement⁷
- 8 milliards de recettes monétaires (2011)⁸

1 En moyenne, le taux d'établissement en agriculture est de 25 % (1 ferme sur 4 est transférée) au Canada alors qu'il est de 33 % au Québec (1 ferme sur 3). Et c'est au Québec que l'âge moyen des agriculteurs est le plus bas.

2 Les agriculteurs du Québec tirent majoritairement leur revenu (58 %) de leur exploitation agricole. Dans le reste du Canada, cette proportion est de 40 % (moyenne 2005-2008). À l'échelle canadienne, les programmes de soutien agricole québécois se classent parmi les plus efficaces et représentent un des plus faibles pourcentages du revenu net des entreprises (le Québec est au 3^e rang derrière le Nouveau-Brunswick et Terre-Neuve).

3 Selon le Recensement de l'agriculture, en 2010, 35,6 % des exploitants agricoles du Québec avaient un emploi ou une entreprise à l'extérieur de la ferme. À l'échelle nationale, le pourcentage était de 46,9 %. Par ailleurs, quelque 14,0 % des exploitants du Québec, âgés de moins de 35 ans le jour du recensement, travaillaient à l'extérieur de la ferme plus de 40 heures par semaine en moyenne en 2010, comparativement à 14,8 % pour ceux de 35 à 54 ans, et à 8,5 % pour ceux de plus de 55 ans.

4 Recensement de l'agriculture Canada, 2011.

5 Recensement de l'agriculture Canada, 2011.

6 Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire, Édition 2011

7 Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire, Édition 2011

8 Statistique Canada.

Une multitude de secteurs de production caractérisent l'agriculture québécoise. Outre les cinq productions sous gestion de l'offre (lait, œufs d'incubation, œufs de consommation, dindon, poulet), on retrouve, au chapitre de la production animale, les productions porcines, bovines, ovines, caprines, cunicoles, apicoles et des grands gibiers; dans le domaine végétal, les cultures commerciales, les pommes de terre, les pommes, les cultures maraîchères, les fruits et légumes de transformation, les fraises et framboises, les bleuets et les productions en serre composent majoritairement ce secteur d'activité. L'acériculture et la production forestière, l'aquaculture ainsi que diverses productions émergentes complètent ce portrait général de l'agriculture québécoise.

L'AGRICULTURE QUÉBÉCOISE, UN INVESTISSEMENT RENTABLE

L'agriculture constitue la plus importante activité économique du secteur primaire au Québec, tant en ce qui concerne la valeur des livraisons que l'emploi généré.

Ensemble, l'agriculture et la transformation alimentaire procurent 192 000 emplois directs, indirects et induits. La création de la richesse provenant de ces secteurs (PIB) était de 16,3 G\$ en 2010⁹.

La production et la transformation agricoles génèrent 4,5 G\$ de revenus de taxation. En excluant les subventions qui leur sont destinées (1,1 G\$), ces deux secteurs retournent ainsi 3,4 G\$ dans les coffres des deux paliers de gouvernement et des municipalités¹⁰, dont 2,5 G\$ au seul trésor québécois¹¹. Dans l'ensemble du secteur primaire, les investissements en agriculture sont de ceux qui engendrent le plus de retombées économiques.

En incluant les secteurs du commerce de gros et de détail ainsi que la restauration, le secteur agroalimentaire - de la production agricole au consommateur - génère quelque 474 800 emplois ou 12 % de l'emploi total au Québec.

Fait à noter, environ 70 % des produits agricoles québécois sont vendus à des transformateurs de la province. Dans les autres provinces, ce pourcentage est d'environ 27 %.

LES DIFFÉRENTES PRODUCTIONS AGRICOLES AU QUÉBEC : LEUR CONTRIBUTION RÉGIONALE

Le secteur bioalimentaire joue un rôle considérable dans la vitalité économique et sociale de plusieurs régions du Québec. Il participe à l'occupation dynamique du territoire, à la diversification économique des régions, au maintien des services, à la valorisation des savoir-faire locaux et à la création d'emplois. Un emploi sur huit est lié au secteur agroalimentaire et au moins 10 % des emplois dans 13 des 17 régions administratives du Québec¹² lui sont attribuables.¹³

L'activité agricole se déploie dans presque toutes les régions, en particulier dans les régions centrales. Quant à la pêche commerciale, elle est dominante dans les régions maritimes.

La contribution de l'industrie bioalimentaire à l'activité économique (7% du PIB québécois en 2011) varie toutefois de façon importante selon les différentes régions administratives. Dans plusieurs régions telles que le Centre-du-Québec ou Chaudière-Appalaches, l'industrie bioalimentaire contribue à des niveaux aussi élevés que 12 à 13 % au PIB régional. Plusieurs autres régions sont aussi au-dessus de la moyenne, avec des contributions allant de 7 à 10 % : la Montérégie, les Laurentides, la Lanaudière, l'Estrie, la Gaspésie-Île-de-la-Madeleine et le Bas-Saint-Laurent. Les régions les moins dépendantes du secteur bioalimentaire sont Québec, Montréal, l'Outaouais, l'Abitibi-Témiscamingue, la Côte-Nord et le Nord-du-Québec (entre 2 et 5 %).

9 ECO Ressources consultants. Retombées de l'agriculture pour le Québec et ses régions, Québec, Mise à jour 2012, page IV.

10 Soit 1,6 milliard de dollars pour le gouvernement fédéral et 330 millions de dollars pour les municipalités.

11 Ibidem., page V.

12 Les régions de la Côte-Nord et Nord-du-Québec ont été comptabilisées ensemble.

13 Profil régional de l'industrie bioalimentaire au Québec, Estimations pour 2011

Les productions sous gestion de l'offre ainsi que la production porcine et celle des cultures commerciales (notamment maïs et soya) occupent une importante part de l'agriculture québécoise. À eux seuls, les quelque 12 678 propriétaires exploitants de fermes laitières réparties sur l'ensemble du territoire contribuent à hauteur de 31 % de l'ensemble des recettes agricoles québécoises. Elles sont aussi à la source de 59 828 emplois (directs, indirects et induits) pour l'ensemble de la filière et génèrent des retombées fiscales totales de 1,2 milliard de dollars¹⁴ aux différents paliers de gouvernements.¹⁵

Nombre de productions animales et végétales non dominantes se concentrent hors des régions centrales, tel est le cas des productions bovine et ovine ainsi que de certaines céréales. Leur apport à la vitalité économique du milieu n'en est pas moins significatif. Tel est le cas de la production de bœuf et de petites céréales en Abitibi-Témiscamingue, et de l'agneau et des petites céréales dans le Bas-Saint-Laurent.

LE SECTEUR DE LA FORÊT PRIVÉE

Les forêts qui entourent nos communautés urbaines et rurales sont très majoritairement des boisés privés appartenant à quelque 130 000 propriétaires terriens. La majorité de ces forêts est située au sud du Québec, mais aussi en Abitibi-Témiscamingue, sur la Côte-Nord et au Saguenay-Lac-Saint-Jean. L'ensemble de ces propriétés représente 16 % du territoire forestier productif du Québec.

La répartition des forêts privées s'explique par la colonisation du territoire. Au cours des siècles, l'État a progressivement attribué des terres pour favoriser l'occupation de régions en développement. La forêt privée a été graduellement fragmentée au fil des ans pour faire place à de nombreuses villes et terres agricoles, ce qui explique la mosaïque hétérogène de ce territoire.

Depuis la colonisation, le territoire de la forêt privée a ainsi concouru au développement du pays en fournissant emplois et biens forestiers primaires, les mêmes lots ayant fait l'objet de plusieurs récoltes de bois au cours des derniers siècles.

Aujourd'hui, la taille moyenne des propriétés forestière est de 42 hectares, mais certains très grands propriétaires détiennent jusqu'à 360 000 hectares d'un seul tenant. Les multiples activités en forêt privée contribuent de façon significative à l'économie des communautés rurales du Québec.

Environ 60 000 propriétaires disposent de plans d'aménagement forestier et sont légalement reconnus comme producteurs forestiers. Des centaines de travailleurs et professionnels forestiers accompagnent ces propriétaires dans la mise en valeur de leur patrimoine et le soutien gouvernemental en sylviculture s'élève à plus de 65 millions de dollars annuellement.

La mise en valeur de la forêt privée procure un revenu principal ou d'appoint à des milliers de propriétaires forestiers puisque 20 000 d'entre eux mettent du bois sur le marché au cours d'une année et 3 000 producteurs en tirent leur revenu principal.

La valeur des bois récoltés par ces producteurs, et destinés aux usines de pâtes et papiers, de sciage, de déroulage et de panneaux, s'élève à plus de 300 millions de dollars en dehors la période de crise vécue actuellement. L'approvisionnement en provenance de la forêt privée correspond aujourd'hui à 15 % de l'approvisionnement total des usines de transformation du Québec.

Pour sa part, la production de sirop d'érable génère des revenus de 300 millions de dollars annuellement aux 7 300 producteurs acéricoles du Québec. La production d'arbres de Noël génère, quant à elle, des revenus annuels de 30 millions de dollars pour les producteurs.

En outre, la pêche, la chasse et les activités fauniques sans prélèvement attirent 2 millions d'utilisateurs qui dépensent 381 millions de dollars annuellement. On estime que la moitié de ces activités se pratiquent sur les terres forestières privées générant des revenus de plusieurs millions de dollars pour les propriétaires de boisés et des taxes et impôts pour les gouvernements.

14 Site Internet des G05.

15 Soit 635 millions de dollars au gouvernement fédéral, 425 millions de dollars au gouvernement du Québec et 115 millions de dollars aux municipalités.

En aval, ces biens et services contribuent directement à d'importantes industries de la transformation alimentaire et forestière, de la récréation et du tourisme. Uniquement par leurs récoltes de bois, les producteurs de la forêt privée fournissent 15 % des retombées associées à l'industrie forestière, évaluées à 65 000 emplois directs, 2,5 milliards de dollars de masse salariale et 1,1 milliard de dollars en impôts divers payés par ces salariés. La forêt privée est donc précieuse à l'économie de plusieurs communautés rurales.

Conscient de la contribution des propriétaires forestiers à l'économie québécoise, l'État québécois a soutenu, au cours des quarante dernières années, la mise en valeur de la forêt privée par de multiples programmes. Aujourd'hui, le Québec doit veiller à la protection et à l'aboutissement de ces investissements sylvicoles qui prennent des décennies à pleinement se réaliser afin d'en optimiser les retombées socio-économiques.

SOURCES :

UPA, Le pouvoir de se nourrir, décembre 2009, septembre 2010

Statistique Canada, Données sur les exploitants agricoles 2011, faits saillants.

http://www.statcan.gc.ca/pub/95-640-x/2012002/prov/24-fra.htm#Un_plus

Site web, MAPAQ

<http://www.mapaq.gouv.qc.ca/fr/Pages/Accueil.aspx>

Site web Fédération des producteurs forestiers du Québec

<http://www.foretprivee.ca/votre-federation>

Site web GO5

<http://www.go5quebec.ca/fr/profil.php>